

Meilleurs

Vœux
à nos lecteurs

« T. S. »

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

NÉGOCIATION AVANT TOUT

A dix jours du référendum, la campagne des partisans du régime manque décidément d'enthousiasme. Certes la propagande officielle fait merveille, tandis qu'à la faveur de « la trêve des confiseurs » on étouffe la voix des organisations politiques — exemple éclatant des méthodes de la démocratie « renouvelée ». Mais, hormis la fidèle U.N.R., aucun des partis qui firent ce régime en 58 ne paraît disposé à endosser demain les responsabilités de nouvelles désillusions populaires. *Le Figaro* lui-même, tout en appelant les Socialistes, ceux de la S.F.I.O. et ceux du P.S.U., à ne pas voter « non », répugne à s'engager à fond sur le nouveau pari gaulliste. Le secrétaire général de la S.F.I.O., plus réservé encore, souligne que son « oui » ne vaudra que pour la politique algérienne. Mais, au lendemain du 8 janvier, c'est de Gaulle qui sera seul maître des « oui »... Ainsi le veut le régime plébiscitaire.

La confiance ne se détaille pas : ceux qui, le 8 janvier, ne la refuseront pas, cautionneront en fait, pour le passé et pour l'avenir, l'ensemble du gaullisme : sa politique sociale de classe, dure aux salariés et aux humbles, son autoritarisme de plus en plus pesant, son nationalisme rétrograde et ruineux, son mépris de l'avenir des jeunes générations et de la culture. C'est ce que nous avons rejeté en septembre 58, à l'heure des illusions et des promesses, c'est ce que nous n'avons cessé de combattre depuis lors, c'est ce que, forts de l'expérience de plus de deux années, nous ne pouvons que rejeter à nouveau aujourd'hui.

MAIS de toutes les promesses fallacieuses de septembre 58, aucune n'avait pesé plus lourd dans le plateau du « oui » que celle d'une « solution pacifique en Algérie ». Aucune n'est renouvelée aujourd'hui avec plus d'insistance.

Il est vrai que la menace de la politique catastrophique de « l'Algérie française » a reculé, mais n'est-ce pas le fait, d'abord, de la guerre d'indépendance du peuple algérien, ensuite de l'opposition plus large et plus résolue du peuple français à cette folie, de l'hostilité unanime enfin des peuples du monde ? Or, qui a prétendu ignorer le mouvement populaire du 1^{er} février, seul capable d'imposer la paix aux ultras et aux officiers activistes ? Qui a fait échouer la négociation à Melun ? Qui donc, enfin, oppose un « mépris de fer » à l'avertissement éclatant du 11 décembre ?

La preuve vient d'être administrée aux plus aveugles que l'exigence de tout un peuple est l'indépendance, que, pour y parvenir, ce peuple fait confiance, dans ses masses profondes, à son armée de Libération Nationale et aux organisations politiques de la résistance algérienne. Nul ne peut plus, depuis le 11 décembre, raser avec cette réalité simple et implacable. Et c'est à ce moment, justement, que de Gaulle cherche, par un plébiscite, à donner apparence de vie au cadavre d'une politique « moyenne », d'une politique qui esquive le problème décisif de la négociation. Comment voir, dans cette manœuvre, autre chose qu'entêtement sur une voie sans issue, répugnance à affronter les cadres d'une armée de métier opposée à la paix, menace de nouveaux et désastreux atterrissements ?

Quel sens auraient eu tous les combats livrés ces derniers mois, quel sens notre soutien aux actions de la jeunesse contre la guerre, quel sens le 27 octobre, si aujourd'hui nous ne refusions pas nettement notre confiance et notre soutien. Une approbation massive ne pourrait qu'inciter de Gaulle à s'enfermer dans une politique qu'avec des millions de Français nous avons maintes fois condamnée.

NOTRE détermination est d'autant plus ferme que nous étions prêts à déclarer notre mépris du régime, notre défiance fondamentale à l'égard de sa politique sous toute autre forme qui aurait permis une manifestation puissante et massive des forces travailleuses et démocratiques de ce pays, car tel fut en cette circonstance comme en toute autre, notre souci dominant. Mais les « informateurs » officiels et la presse gaulliste ou gaullisante ont eu beaucoup d'audace en laissant croire que cette démarche procédait d'un quelconque préjugé favorable à l'endroit de la manœuvre du 8 janvier. Et leur impudence est grande maintenant de tenter de nous amalgamer aux ultras. En 58, c'était « OUI » pour éviter la guerre civile; en 61, ce serait « OUI » pour échapper à Lagaillarde... Le croquemitaine est nécessaire sans doute à la docilité des peuples et au repos des maîtres. Mais le croquemitaine s'use : de « clash » dont ont nous menaçait tant le mois dernier il n'y eût point, même après la fuite scandaleuse des conjurés de l'Alcazar. Mais nul informateur « sérieux » de l'Elysée n'avait prévu le 11 décembre de l'indépendance algérienne, ce coup terrible à la politique gaulliste.

C'est, en fait, un mensonge commode mais bien pauvre de prétendre que le « NON » de droite puisse avoir quelque consistance. M. Duchet, par exemple, le sait bien : naguère l'un des bruyants mousquetaires de l'« Algérie française » il se fait maintenant prudent à la radio et sa propre fédération de la Côte d'Or décidé à une écrasante majorité de voter « oui ». La droite de toujours s'apprête à voter « oui », à voter, comme toujours, du côté de l'ordre établi, pour la continuation de la politique gaulliste. Sur le « NON », se compteront essentiellement, et personne ne s'y trompera, ceux qui sans faiblir ont combattu ce régime, sa guerre, ses équivoques.

C'EST ce que, par toute la France, nous devons expliquer au cours d'une campagne menée sous notre drapeau. Nous ferons la preuve, en cette circonstance comme en d'autres, que nous sommes un parti majeur.

Cette tactique n'exclut nullement, sur le plan local, la recherche d'une large union démocratique pour le « NON », comme celles réalisées dans le canton de Pont-de-Beauvoisin (Isère) et qui rassemble avec le P.C.F. et le P.S.U., la F.E.N., le S.N.I. et la C.G.T., et à Sotteville (Seine-Maritime) : P.S.U., P.C.F., S.N.I., L.D.H. et C.G.T. De tels accords, parce que l'éventail en est suffisamment vaste, sont susceptibles de donner un sérieux élan à la campagne et, ce qui importe plus encore, préparent le puissant rassemblement qui devra s'organiser, quels que soient les résultats de scrutin du 8 janvier, pour imposer sans délai la négociation.

Jean POPEREN

Pour la négociation immédiate, pour la PAIX
contre les supercheres du référendum, contre le pouvoir gaulliste

MEETING DU P.S.U.

avec Edouard DEPREUX, Gilles MARTINET, Jean POPEREN, Robert VERDIER
et Laurent SCHWARTZ sous la présidence de Mireille OSMIN

Vendredi 6 Janvier

à 20 heures, à la Mutualité
23, rue Saint-Victor (Métro Mutualité)

EN BELGIQUE : Les travailleurs en première ligne

Le mouvement de grève n'a cessé de s'étendre en Belgique, pour devenir quasi-général. Déclenché d'abord, il y a un peu plus d'une semaine, par les syndicats de l'Enseignement et les employés communaux, il a gagné très vite toutes les grandes professions qui commandent l'activité économique. Celle-ci s'est trouvée complètement paralysée, même pendant les fêtes de Noël, sur lesquelles le Gouvernement avait sans doute compté pour briser l'élan.

L'AMPLEUR même de ce mouvement réduit à néant l'argumentation du gouvernement Eyskens appuyé sur la coalition des Libéraux et Sociaux-chrétiens. Selon la meilleure tradition des gouvernements réactionnaires, M. Eyskens a rejeté la responsabilité des grèves sur une minorité « d'agitateurs ». Il a accusé ceux-ci de préparer un mouvement insurrectionnel. Il est bien évident que jamais un mot d'ordre de grève n'aurait été aussi largement suivi, en plein hiver, et à la veille de Noël, s'il n'avait pas réellement correspondu à un profond mécontentement des masses populaires.

La responsabilité véritable incombe à la politique du gouvernement Eyskens. Celui-ci, prenant prétexte des événements du Congo et des difficultés qu'ils ont créés à la Belgique, cherche à faire supporter aux classes laborieuses les conséquences à la fois

COMMUNIQUÉ DU P.S.U.

Le Bureau National du P.S.U. a adressé au Parti Socialiste Belge et à la Fédération Générale des Travailleurs Belges, le télégramme suivant :

« Nous suivons avec admiration la lutte puissante et courageuse menée par les travailleurs belges. Nous vous assurons de notre totale solidarité. »

Le Bureau National du P.S.U. constate à ce propos que l'ensemble des organisations syndicales françaises et européennes ont affirmé la même solidarité à l'égard des grévistes de Belgique. Aussi souhaite-t-il que des mesures soient prises d'urgence pour traduire cette solidarité dans les faits.

Il importe notamment que les dockers, les cheminots et les travailleurs de l'électricité s'opposent à tout détournement de trafic et à toute fourniture de courant qui seraient de nature à affaiblir le mouvement des travailleurs belges.

(27 décembre 1960.)

de son imprévoyance dans le domaine économique et de la politique à courte vue qui a abouti à l'anarchie du Congo. Il a soumis au Parlement une « loi unique » d'austérité qui prévoit notamment la réduction de la subvention de l'Etat aux Charbonnages (conséquence : fermeture de onze puits de mine) des économies sur la Sécurité sociale et sur le régime des retraites... On reconnaît, à ces seuls exemples, un schéma depuis longtemps devenu classique.

C'est contre cette politique, imposant des sacrifices aux catégories sociales déjà les plus défavorisées, que s'est dressée la F.G.T.B. (Fédération Générale du Travail Belge) soutenue par le Parti Socialiste Belge. Les porte-parole de celui-ci ont déclaré au cours du débat parlementaire : « M. Eyskens doit reconnaître la faillite de sa politique et s'en aller. Aucun redressement n'est plus possible avec le gouvernement qu'il préside ».

La lutte a pris en effet le caractère d'une épreuve de force entre le gouvernement, qui dispose de la majorité au Parlement et les grévistes. Cela est d'autant plus vrai que le Gouvernement social-chrétien est loin de pouvoir compter sur l'appui total des organisations syndicales chrétiennes,

On a vu plusieurs fédérations de syndicats chrétiens protester contre l'intervention du cardinal Van

désordonnées et déraisonnables auxquelles nous assistons à présent doivent être condamnées par tous les honnêtes gens ». En revanche pas un mot de reproche pour le gouvernement. Nous connaissons ce genre d'arbitre au-dessus des partis...

Il faut d'ailleurs noter qu'un certain nombre de prêtres de la banlieue ouvrière de Liège, à Seraing ont pris position en faveur des grévistes. La direction des syndicats chrétiens



« N'approchez pas, ou nous tirons. » (Photo Agip.)

Roey, archevêque de Maline et primat de Belgique. Celui-ci avait jugé opportun de lancer un appel en se présentant humblement comme « un pasteur des âmes, au-dessus des partis ». Il avait déclaré : « Les grèves

de son côté a essayé de fléchir le gouvernement pour esquiver le choix que l'événement lui impose : se joindre au mouvement de la classe ouvrière et rompre avec le parti Social-chrétien, ou jouer le rôle de frein et

risquer, par là même, de déconcerter les adhérents de ses organisations.

Enfin, mardi, après beaucoup d'hésitations, la direction des syndicats chrétiens a pris sa décision : elle n'apporte pas son appui à la grève. Elle a écouté plutôt le cardinal Van Roey que les prêtres de Seraing. C'est une décision qui, dans l'immédiat, peut servir le gouvernement Eyskens, mais à terme, elle risque d'aggraver les divisions d'autant plus graves en Belgique que se pose le problème des rapports entre Flamands, en majorité catholiques, et Wallons où l'influence de la F.G.T.B. est prépondérante.

Le régime démocratique lui-même risque de se trouver ébranlé. Le gouvernement fait preuve jusqu'ici d'entêtement aveugle, comme s'il recherchait lui-même l'épreuve de force qu'il accuse les grévistes d'avoir déclenchée. Le Peuple, organe du P.S.B., rapporte par exemple que, sur les vitres des wagons d'un train de gendarmes, était inscrit l'avertissement : « N'approchez pas ou nous tirons ».

D'autre part, pour la première fois depuis 1945 (on ne saurait en dire autant en France) un journal a été saisi. Il s'agit du journal socialiste La Wallonie qui avait reproduit le texte d'un tract aux soldats, appelés en renfort auprès des gendarmes : « Si l'on vous met en face des grévistes, souvenez-vous qu'ils sont vos parents, vos amis. Fraternelisez avec eux ».

A l'heure où nous mettons sous presse, il n'est pas possible de prévoir le développement de la bataille engagée. Ce qui est sûr, c'est qu'elle permet de donner leur juste valeur aux « homélies officielles » sur l'unité nationale, dont la presse belge et celle de tant d'autres pays, à commencer par le nôtre, nous avaient gratifiés à l'occasion du mariage royal.

FLASHES EN FLÈCHES

FRANCE

Les Etudiants Musulmans Algériens se sont mis en grève du 19 au 22 décembre pour marquer leur solidarité avec les manifestants d'Alger et d'Oran du 11 décembre et pour protester contre la répression colonialiste. L'UNEF à son tour a assuré les étudiants algériens de son émotion devant les massacres d'Alger, de son indignation devant les provocations des ultras et la vigueur de la répression contre les Musulmans.

ALGÉRIE

M. Marquaire, député européen de Blida, proteste contre l'internement d'ultras à Berrouaghia. Il signale que :

« 1). Les internés vivent dans des conditions d'hygiène plus qu'élémentaires ; 2). Le service médical est pratiquement inexistant ; 3). La nourriture est limitée à la seule distribution de rations de pain ; 4). Les mesures de sécurité sont insuffisantes ».

Il y a un peu de temps, c'étaient des Musulmans qui étaient enfermés dans les mêmes conditions à Berrouaghia, et M. Marquaire n'a jamais protesté ; il s'agissait bien pourtant de « Français à part entière » aux yeux de M. Marquaire. Décidément ces Ultras ne sont jamais contents : enfermer des Européens dans le même camp et sous le même régime que des Musulmans, n'est-ce pas une forme d'intégration ?

ÉTHIOPIE

La répression fait rage à Addis-Abeba, où l'on compte déjà officiellement plus de 500 morts. Les généraux Mengistu et Nervay ont été arrêtés, et des camps de concentration de fortune ont été élevés, où 3.000 personnes sont enfermées. Un agent de publicité Suédois raconte l'exécution de cinq rebelles : « Ils ont été fusillés puis pendus à des poteaux ou à des arbres. Aujourd'hui Addis-Abeba est sous le signe des potences ». L'empereur Haïlé Sélassié attribue la rédaction des communiqués des rebelles à une « main étrangère » et proclame qu'il ne changera rien à la structure du régime. Après sa victoire, il a reçu les félicitations de l'Angleterre, de l'Amérique... et de l'U.R.S.S. Mais répression et congratulations ne résoudront pas les vrais problèmes : la misère, l'analphabétisme, le sous-développement.

MAROC

La liste Mansour, présentée par l'Union Nationale des Forces Populaires, (U.N.F.P.), parti dirigé par Abdallah Ibrahim, Bouabid et Ben Barka, remporte les 24 sièges de la Chambre de Commerce de Casablanca, avec plus des deux-tiers des suffrages. Elle s'opposait à une liste de tendance Istiqlal soutenue par le gouvernement, qui déjà écrasée au mois de mai, avait fait casser les élections pour « irrégularités ». Ainsi l'U.N.F.P., qui est appuyée par la classe ouvrière groupée dans l'Union Marocaine du Travail, fait la preuve qu'elle est également investie de la confiance des artisans et petits commerçants : elle reste donc, malgré les brimades et les persécutions gouvernementales, la première force politique du pays.

AFRIQUE CENTRALE

L'Angleterre est-elle à la veille d'avoir, elle aussi, son « problème algérien » ? La Fédération d'Afrique Centrale est secouée d'une crise profonde. Cette fédération comprend trois pays le Nyassaland, où les nationalistes africains sont conduits par le docteur Banda, la Rhodésie du Nord, où c'est M. Kavunda qui dirige le mouvement, et enfin la Rhodésie du Sud. Dans les deux premiers pays, les nationalistes ont obtenu de substantielles concessions ou les obtiendront à brève échéance. En revanche, la Rhodésie du Sud, qui est le territoire le plus riche, est gouvernée par Sir Edgar Whitehead et un ministère entièrement blanc. Ce gouvernement, — qui s'appuie exclusivement sur les colons blancs organisés en milices armées — refuse aux nationalistes conduits par M. Nkomo toute participation à la gestion des affaires publiques. Grèves et manifestations africaines se sont succédées tout l'été à Bulawayo et à Salisbury, les deux principaux centres du pays ; elles ont été durement réprimées par les milices blanches et la police. La répression qui s'est accompagnée de « ratonnades » a fait plusieurs morts. Or c'est un blanc de Rhodésie du Sud, Sir Roy Welensky qui préside la Fédération, et il partage l'intransigeance de ses compatriotes. La bataille risque donc d'éclater sur deux fronts : les Africains de Rhodésie du Nord et du Nyassaland veulent quitter la Fédération, tandis que les Africains de Rhodésie du Sud veulent avoir une part du pouvoir dans leur pays. Quant au Premier Britannique Mac Millan, il essaye de jouer les arbitres entre les communautés, et n'obtient pas plus de succès dans ce rôle que le Général de Gaulle en Algérie.

ESPAGNE

M. Serrano Suner, qui chaperonne en Espagne le général Salan et M. Lagailarde, a de beaux titres dans la lutte pour l'Algérie Française : ministre des Affaires Etrangères de Franco pendant la guerre, il avait soumis à Hitler un plan de partage des colonies françaises selon lequel l'Espagne devait recevoir le Maroc et l'Oranie... C'était un admirateur si bruyant du nazisme et du fascisme que Franco lui-même dut l'écartier en 1943. C'est à lui que des centaines de résistants doivent d'avoir passé des mois dans le camp de concentration de Miranda avant d'avoir pu rejoindre l'Algérie libérée. Vraiment le Général Salan n'est pas dégoûté.

LAOS

Le conflit Laotien risque de s'internationaliser. L'U.R.S.S. vient de demander une réunion des neuf Etats qui avaient pris part à la conférence de Genève en 1954, où fut décidé l'accord mettant fin à la guerre d'Indochine, et le retour au Laos de la Commission Internationale de Contrôle formée de représentants neutres (Inde, Pologne, Canada). Mais les Américains, qui ont apporté un soutien important au mouvement du général Phoumi et du prince Boun Oum, ne sauraient accepter ces propositions au moment même où ce mouvement vient de remporter un succès en reprenant au prix de 400 morts civils la capitale Vientiane. Reste à savoir si ce succès sera durable et si les Américains, en appuyant la rébellion de Phoumi contre le gouvernement neutraliste, n'auront pas joué les apprentis sorciers : d'ores et déjà les troupes neutralistes du capitaine Cong-Le se sont unies aux maquis communistes du Pathet Lao pour se retrancher au Nord de Vientiane ; des armes et des munitions leur auraient été parachutées par des avions Nord-Vietnamiens (Vietminh). Si la puissante armée Vietminh intervenait — comme telle, ou sous forme de volontaires — les mercenaires de Phoumi ne peseraient pas lourd devant elle, et les Américains devraient ou abandonner la partie, ou s'engager dans une nouvelle guerre de Corée. Or cette intervention n'est pas impossible, car la Chine et le Viet Minh n'admettront pas de bon cœur l'installation à leur frontière d'un régime aussi ouvertement pro-américain ; toutefois ils attendront sans doute pour agir de savoir si l'administration Kennedy poursuivra la politique menée par l'actuel département d'Etat.

Prolétaires de tous les pays...

Nous publions ci-dessous un article de notre camarade Isambert. Les considérations qui s'y trouvent développées expriment une appréciation de la guerre d'Algérie que « Tribune Socialiste » a jugé bon

de faire connaître à ses lecteurs, étant entendu qu'il ne s'agit nullement d'une prise de position du parti ou de l'un de ses organismes responsables.

Le voyage en Algérie du général De Gaulle a servi de prétexte aux Ultras pour tenter un nouveau coup de force. Le dessein était clair : manifestations s'amplifiant à Alger et à Oran, « forces de l'ordre » mises en demeure de basculer du côté des factieux. Déjà la réaction du service d'ordre se faisait plus timide. Les barricades s'élevaient impunément, les Ultras semblaient maîtres de la rue et d'aucuns, à Paris comme à Alger, semblaient prêts à avouer complaisamment leur « impuissance » devant ce nouveau soulèvement, lorsque les Musulmans, sortis en masse de leurs quartiers, contre-attaquent. IL DEVAIT LEUR EN COUTER PLUS DE CENT MORTS, mais l'« Algérie française » avait perdu, sinon la guerre, au moins la bataille. Il faut le reconnaître en toute franchise : le F.L.N., dont la lutte avait cristallisé la volonté d'indépendance du peuple algérien, s'est aujourd'hui posé comme la force politique la plus importante dans l'ensemble des rapports franco-algériens. On ne peut se défendre d'un certain malaise devant la faiblesse des réactions de la gauche française dans ces circonstances.

Une sorte de stupeur semble avoir frappé l'opinion métropolitaine — toutes tendances réunies — devant les événements d'Algérie. Habitée à régler les conflits politiques comme des querelles de famille, elle a du mal à imaginer que l'initiative lui échappe, que le problème n'est plus posé en termes exclusivement français. Notre parti est sans doute celui qui, en France, a le plus réagi contre cette étroitesse de vues, les résolutions du premier Conseil National en témoignent. Il semble pourtant qu'il faille aller plus loin. L'habitude de poser en termes nationaux les problèmes, y compris ceux du socialisme, conduit à des réserves, à des restrictions mentales qui freinent notre action.

Pour justifier ces réserves, on a dit que le mouvement d'indépendance du peuple algérien était « nationaliste » et non point « socialiste ». L'argument est étrange, car il semble supposer que nous défendons la cause des partis à étiquette socialiste et non pas celle du prolétariat international. Faut-il rappeler que l'objectif fondamental du socialisme est la lutte pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme ? Faut-il rappeler que cette exploitation prend sa forme la plus grave dans la constitution d'un prolétariat qui, selon l'expression de Marx, acquiert « un caractère universel par sa souffrance universelle » (Critique de la Philosophie du Droit) ? Or le prolétaire des temps actuels est certes encore l'ouvrier français, frustré de sa part de la plus-value, mais plus prolétaire encore, si l'on peut dire, est l'Algérien, en France comme en Algérie, pressuré économiquement, bâillonné politiquement, écrasé militairement. Le terme de « barbare » que la bourgeoisie apeurée appliquait aux canuts lyonnais, nous le retrouvons sous sa forme avilie : « bicot », « raton », bref sous-homme. Masse exploitée par le capitalisme colonial, le peuple algérien est un peuple prolétaire : le fait que tel d'entre eux qui le représente politiquement soit pharmacien et tel autre avocat ne change rien à l'affaire. Et voici qu'au « mourir en combattant » des canuts répond maintenant le « rien ne nous arrêtera plus » et, malgré la fusillade, un peuple sans arme clame son refus de la servitude.

L'avenir seul dira, certes, sur quel état social débouchera la révolution algérienne. Il est des révolutions qui avortent, d'autres qui dévient. Mais, pour l'instant, le peuple algérien, du fait de l'oppression qu'il subit et de sa lutte pour s'en libérer, joue le rôle d'un prolétariat révolutionnaire dans une société aux dimensions internationales.

Faut-il en conclure que le prolétariat français est « en dehors de la course » ? En un sens, on l'y a mis, car on s'est complu à exciter ses réflexes chauvins. Et même, lorsqu'on dit qu'il faut négocier, c'est « parce que c'est l'intérêt de la France », « parce que cela écartera les dangers de guerre civile », etc... Mais on peut compter sur les doigts les appels à la solidarité prolétarienne avec le peuple algérien. Or celui-ci a montré qu'il était au premier rang de la lutte contre les ennemis les plus décidés de la classe ouvrière, tant française qu'algérienne, et qu'il n'hésitait pas à aller, dans cette voie, jusqu'au martyr. Ce fait devrait faire réfléchir ceux qui pensent que la lutte pour la paix en Algérie est pour le socialisme français une tâche de circonstance le détournant des véritables objectifs socialistes qui sont les réformes de structure. C'est oublier que tout programme constructif, si radical soit-il, est pure utopie si la destruction des forces hostiles n'est pas mise au rang des objectifs immédiats. Or parmi ces forces, les plus dangereuses sont précisément celles contre lesquelles se bat le peuple algérien : le capitalisme colonialiste, la caste militaire, la fraction fascisante de la petite bourgeoisie.

Il faut bien admettre aujourd'hui que la partie la plus consciente du prolétariat français trouve un allié beaucoup plus sûr et plus efficace dans le prolétariat algérien, en France et en Algérie, que dans une gauche libérale, toujours prête à se laisser désarmer par l'illusion centriste. Il n'est pas question, évidemment, de rompre pour autant avec cette « gauche libérale » dans laquelle — ô paradoxe ! — le P.C. semble périodiquement vouloir trouver une place. Mais la netteté de notre position doit servir à éclairer tous les socialistes sur la dynamique des forces en présence et sur l'unité des positions médianes.

En un moment où les événements peuvent marcher rapidement, il devient urgent de manifester notre solidarité entière à l'égard du peuple algérien en lutte pour son indépendance. Tel devrait être, sans préjuger des autres formes d'action, le thème central de notre propagande en une période où l'internationalisation du débat compte beaucoup plus que le référendum.

ISAMBERT

DES « NON- OUI » AUX « OUI-MAIS »... Large condamnation du Referendum

Un referendum gaulliste est décidément une curieuse procédure. Presque tout le monde oublie le texte de la question posée pour justifier sa réponse par des hypothèses, des intentions suggérées, des exégèses acrobatiques, des discours présidentialiens. On a pu relever les raisons contradictoires de ceux qui se prononcent pour le « non ». Mais les contradictions sont encore plus grandes dans le camp des « oui », ainsi qu'il apparaît à la suite des dernières prises de position des divers partis. S'il restait encore à certains quelques illusions sur la valeur de ce genre de consultation, elles devraient être désormais définitivement anéanties : c'est au moins une conclusion nette qui, logiquement, devrait réaliser une très large majorité. Voyons de plus près.

où il est demandé au peuple de l'approuver, puisque le pouvoir déclare impraticable l'une des trois options et propose d'établir un régime provisoire qui prétend préfigurer le statut futur de l'Algérie ». Enfin, « le parti radical ne saisit pas en quoi le referendum est susceptible de rapprocher le moment de la paix. »

Ajoutons que les débats ont évidemment fait apparaître que le « non » majoritaire était justifié par des raisons fort différentes : celui de M. Bourges-Maunoury s'apparente à celui de M. Soustelle ; celui de M. Maroselli est une protestation contre le pouvoir personnel. Tant il est vrai que l'on peut mettre tout ce que l'on veut dans un referendum gaulliste.

Seule certitude : les fédérations radicales agiront comme bon leur semblera.

LES INDÉPENDANTS

Première constatation qui s'impose : flottement dans un secteur au moins de la droite. Normalement, après le congrès qu'ils ont tenu il y a quelques semaines, les Indépendants auraient dû se prononcer pour un « non » à la manière Soustelle. Leur Comité directeur en a décidé autrement. Il laisse la liberté de vote aux électeurs qu'il espère influencer et la liberté de propagande à ses élus. Ceux-ci sont aussitôt passés à l'action... dans des directions opposées : Frédéric Dupont fait campagne pour le « non », et M. Perri pour le « oui ». La déclaration du Comité directeur s'est bornée à rappeler : « Les Indépendants ont toujours défendu l'Algérie dans la République Française ». M. Pinay, qui semble avoir compris la méthode de Colombey, manière 1957-1958 garde prudemment le silence.

Bref, tout se passe comme si l'on voulait seulement se préparer à exploiter un jour tous les mécontents et se réserver la possibilité de dire plus tard : nous avions bien prévu que tout cela tournerait mal.

LES RADICAUX

Même incertitude, c'est le moins que l'on puisse dire, du côté des Radicaux. Le « non » l'a emporté nettement au Comité Exécutif : 1200 mandats contre 620 au « oui ». Une sorte de quasi-unanimité s'est cependant dégagée, ainsi qu'il apparaît à la lecture de la résolution votée, pour adopter une attitude très critique à l'égard du pouvoir. Le referendum est condamné en raison de son « caractère plébiscitaire ». La question posée le 8 janvier est dénoncée comme contradictoire : « l'autodétermination est abandonnée au moment même

LA S. F. I. O.

Trois thèses se sont affrontées au congrès de la S.F.I.O.

Robert Lacoste était absent, mais Max Lejeune était là pour défendre « L'Algérie dans la République française » et le « non » : il n'a recueilli que 316 mandats (9,4 %). Albert Gazier a préconisé le dépôt d'un bulletin : « Oui à l'autodétermination ». Il l'a fait en condamnant le caractère plébiscitaire du referendum dont « le résultat, a-t-il dit, sera interprété par le Chef de l'Etat comme lui permettant d'agir à sa guise... » Sa motion déclare également : « La seule voie vers la paix passe par la négociation sur les garanties de l'autodétermination ».

En la commentant, Albert Gazier a déclaré : « Le « oui » n'est pas admissible. Le « non » a des inconvénients. Mais si nous avions le couteau sous la gorge nous voterions « non ». Il a obtenu 836 mandats (25 %).

Nous n'avions eu aucun mérite à prévoir la semaine dernière que Mollet et le « oui » l'emporteraient : 2.191 mandats (65,4 %). Defferre, après une hésitation feinte, s'était bien vite rallié. Mais il vaut la peine de noter que la résolution adoptée précise qu'il ne s'agit que de la politique algérienne du gouvernement. Or celle-ci est interprétée avec une liberté un peu aventureuse : « notre « oui », est-il dit, sera un moyen de faire de nouveaux pas en avant sur le chemin de chemin de la paix, par l'ouverture aussi proche que possible de négociations sur le cessez-le-feu et sur les garanties de l'autodétermination ». A croire que Mollet et ses amis se prononce sur un texte différent de celui qui est soumis aux électeurs et écoutent d'autres discours que ceux qu'entend à sa radio le citoyen ordinaire. Si l'on tente de dresser un bilan de ces prises de positions, on peut dire :

— que les « non » de la droite, les « non » « Algérie française » ne rallient pas l'ensemble de la droite.

— que les « oui » du M.R.P. et de la majorité S.F.I.O. sont affectés d'une signification qui, à s'en tenir aux textes connus à ce jour, n'est nullement l'interprétation de De Gaulle.

— qu'un peu partout, dans les divers secteurs des « oui » de Septembre 1958, on cherche à prendre des distances avec le pouvoir gaulliste.

— qu'à l'exception des dociles U.N.R. et des naïfs « gaullistes de gauche », tout le monde condamne le principe du referendum et conteste son opportunité ou son utilité.

Pierre LUQUET

P.S. : Dans notre précédent numéro, nous avions indiqué les positions prises par les principales centrales syndicales, à l'exception de la Fédération de l'Education Nationale. Celle-ci, en effet, ne devait se déterminer que le Samedi 24 Décembre.

Le communiqué publié par la Commission administrative de la F.E.N. déclare notamment que le principe même du referendum du 8 Janvier est « contestable et d'ailleurs justement contesté... » Il poursuit : « Le problème fondamental reste, pour l'organisation syndicale, la négociation honnête sans exclusive ni préalable telle qu'elle a été définie par le congrès fédéral de la F.E.N. ».

POUR LA CAMPAGNE DU REFERENDUM
POUR LE « NON » DU P. S. U. :

COMMANDEZ LE MATERIEL DE PROPAGANDE :

54, boulevard Garibaldi - PARIS-XV^e

C.C.P. Maurice Klein, 37, rue de Trévise (IX^e) - PARIS 4435-35

- 1) Supplément « T. S. », N° 33, 0,05 NF l'exemplaire.
- 2) Affiche : 10 NF le cent ; 0,10 NF pièce.
- 3) Tract : « Lettre aux Electeurs », 1 NF le cent.

Deux jeunes soldats pour un service civil

Jean Lagrave, parachutiste à Montauban, et Christian Fiquet, militaire au C.I.D.B. à Trèves (Allemagne), refusent de combattre en Algérie et demandent, en remplacement, à accomplir un service civil. Ils ont rejoint le chantier ouvert par l'A.C.N.V. dans une cité d'urgence habitée par des Nord-Africains, au Chenay-Gagny (S.-et-Oise). Rappelons que les 14 volontaires et réfractaires — solidaires de Jack Muir — sont toujours incarcérés.

ACTION CIVIQUE
NON VIOLENTE
UN RASSEMBLEMENT
SILENCIEUX

Un rassemblement silencieux est organisé :

SAMEDI 31 DECEMBRE
de 23 h. 30 à 24 h., place Vendôme, pour soutenir l'action des jeunes Français qui s'opposent à la guerre d'Algérie.

LES FLEAUX DE L'AMERIQUE

LES PROPRIETAIRES LES SOCIETES ET

« Emeutes à Caracas, révolution au Salvador, insurrections avortées au Guatemala et au Nicaragua, grèves au Brésil... C'est avec un fin sourire que beaucoup de Français ont appris ces nouvelles : « Cette Amérique latine avec ses coups d'Etat périodiques et ses révolutions d'opérette, quelle pittoresque contrée ! » Eh bien non ! Il se passe quelque chose de sérieux en Amérique latine aujourd'hui : après l'Asie et l'Afrique, ce continent rejoint le grand mouvement de libération et de progrès économique et technique des pays sous-développés, qui est l'événement majeur de notre temps. Ce démarrage ne s'accomplit pas sans troubles, mais ces troubles sont d'une autre nature que ceux dont l'Europe a ri pendant un siècle.

C'est au début du XIX^e siècle que la plupart des vingt Républiques d'Amérique latine ont conquis leur indépendance politique sur les colonisateurs espagnols et portugais ; mais cette indépendance ne changea rien à la condition misérable, à l'asservissement et à l'exploitation de la grande majorité des habitants. Elle amena au pouvoir une infime minorité formée de féodalités terriennes et militaires ; à l'intérieur de cette infime minorité, de minuscules factions s'opposaient et ce sont les multiples épisodes de leurs rivalités — révoltes militaires, pronunciamiento, etc — qui ont occupé le devant de la scène, tandis qu'en coulisse tout un peuple vivait mal et mourait jeune, dans la faim, la misère, le chômage, l'analphabétisme et les épidémies. Aux seigneurs locaux vinrent s'ajouter de nouveaux maîtres, plus durs et plus rapaces encore : les compagnies capitalistes d'Amérique du Nord. Une sorte de pacte tacite fut passé : les capitalistes alimentaient les dépenses somptueuses et le luxe effréné des féodaux, et les aidaient à étouffer les insurrections populaires ; en échange les féodaux laissaient les capitalistes organiser librement l'exploitation et le pillage du continent.

Or c'est tout cela qui est en train de changer. Sous la pression grandissante des masses, la coalition des exploités s'effrite et recule. Malgré l'appui américain, des huit dictateurs au pouvoir en 1953 — Péron (Argentine), Odría (Pérou), Rojas Pinilla (Colombie), Pérez Jiménez (Vénézuéla), Batista (Cuba), Trujillo (St-Domingue), Somoza (Nicaragua), Stroessner (Paraguay) : seuls les trois derniers se sont maintenus. Bien plus, — sans tenir compte de la révolution guatémaltèque écrasée en 1954, — dans quatre pays déjà : Mexique depuis 1910 et surtout sous la présidence de Cardenas (1934-1939), Bolivie depuis 1952, Vénézuéla et Cuba depuis 1958, s'accomplit une révolution non seulement politique, mais économique et sociale. Cette étude voudrait rappeler le contexte d'ensemble dans lequel s'inscrivent ces tentatives diverses, afin de mieux comprendre ensuite leurs succès, leurs échecs, leurs difficultés, leurs chances.

Le plus fort taux d'accroissement du monde

La population de l'Amérique Latine a le plus fort taux d'accroissement du monde (2,5% par an, contre 2% en Afrique et de 1,3 à 2% en Asie selon les régions) Selon les prévisions, l'Amérique Latine devrait accroître sa population actuelle de moitié, d'ici 1980. Cette population est très jeune : ainsi le Mexique, le Pérou et le Brésil ont une population dont la moitié a moins de vingt ans (30% en France) ; 4% seulement des Brésiliens ont plus de 60 ans (17% des Français). Et pourtant la mortalité infantile reste élevée : elle varie de 41 pour 1.000 en Uruguay à 142 pour 1.000 au Brésil et en Equateur et à 146 pour 1.000 en Bolivie. (31 pour 1.000 en France, 27 pour 1.000 aux Etats-Unis). On imagine les problèmes que pose une croissance aussi rapide. Ces problèmes sont sans doute moins graves en Amé-

rique Latine, où d'immenses terres sont en friche, d'immenses possibilités inexploitées, que dans certaines régions d'Asie, où c'est littéralement l'espace qui manque ; ils n'en sont pas moins tragiques : nous verrons, en comparant au rythme d'expansion démographique le pourcentage du revenu national consacré aux investissements, que la majorité de la population Sud-Américaine est menacée à brève échéance d'une inexorable dégradation de son niveau de vie déjà très bas.

L'Amérique latine, continent sous-développé

L'Amérique Latine est un continent sous-développé, non seulement parce que ses richesses naturelles sont bien loin d'être toutes exploitées, mais surtout parce que le niveau et le genre de vie de la grande majorité de ses habitants sont semblables à peu de choses près à ceux des régions les plus pauvres du monde.

On en jugera par les chiffres suivants :

	POPULATION		REVENU NATIONAL		REVENU PAR TETE
	millions	%	milliards de \$	%	dollars
PAYS DEVELOPPES ..	385	13,6	536	55,3	1.390
U.R.S.S., EUROPE (Est et Sud, semi-développée)	450	15,9	198	20,4	440
AMERIQUE LATINE ...	195	6,9	41	4,2	210
AFRIQUE, ASIE					
OCEANIE (sauf Australie et Nouvelle-Zélande) ..	1.800	63,6	195	20,1	108
	2.830	100	970	100	

Le revenu par tête semble donc être le double en Amérique Latine de ce qu'il est en Asie. Mais ce chiffre moyen cache d'énormes disparités. En général un cinquième environ de la population dispose de la moitié du revenu total, les quatre autres cinquièmes se contentent de l'autre moitié.

Les pourcentages d'analphabètes ne sont pas moins éloquentes :

Mexique. 51,6%	Guatemala 70 %	Argentine. 13,3%
Brésil 51,4%	Haiti 89,4%	Chili 28,2%
Colombie 44,2%	Costa-Rica 21,2%	Bolivie. 68,9%

Les problèmes communs

Une analyse aussi rapide est nécessairement schématique. Il faudrait étudier chaque pays l'un après l'autre, ou au moins distinguer deux groupes : celui des pays semi-industrialisés (Argentine, Chili, Uruguay) où une forte proportion de la population est concentrée dans les villes (Argentine 66%, Chili 59%, Uruguay 75% et où le revenu annuel est supérieur à 300 dollars par habitant — et celui des pays agricoles de la zone tropicale, dont la population est en majorité rurale (Bolivie 68%, Colombie 62%, Equateur 72%, Paraguay 70%, Pérou 66%), et où le revenu annuel par habitant va de 120 dollars (Pérou) à 250 dollars (Colombie). Malgré ces différences importantes, il est possible de dégager un certain nombre de

problèmes communs, posés avec une acuité variable à chacun de ces pays.

A. LE PROBLEME AGRAIRE.

En Amérique Latine, sauf exceptions dont nous reparlerons (Mexique, Bolivie, Cuba, Vénézuéla) la structure agraire se fonde d'une part sur de très

grandes propriétés, les « latifundios » d'autre part sur une multitude de petites exploitations individuelles, louées en fermage ou en métayage aux paysans par les grands propriétaires, trop petites en fait pour nourrir les familles qui en vivent. Les petites propriétés sont dans le même cas. La masse de la paysannerie se compose donc soit de journaliers ne possédant que leurs bras, soit de fermiers, de métayers, ou de petits propriétaires dont les parcelles sont insuffisantes et qui doivent, pour payer le loyer de leur terre ou pour compléter leur subsistance, s'embaucher aussi comme journaliers sur les « latifundios ».

En Amérique du Sud, les « latifundios » sont aux mains de l'oligarchie foncière espagnole. En Amérique Centrale sont venues s'ajouter les grandes compagnies Nord-Américaines ; mais pour les paysans la différence est faible, sinon nulle. L'analphabétisme est la règle générale, l'état sanitaire est déplorable, l'alcool — au Pérou, la « chicha » sorte d'alcool de maïs — et la drogue (la coca) font des ravages, surtout dans les populations Indiennes. René Dumont décrit ainsi cette misère : « Dans certains secteurs, le grand propriétaire a encore droit de vie et de mort sur ceux qui vivent sur ses terres. De toute façon, l'étendue des propriétés, l'absence d'impôt foncier entraînent une sous-exploitation des domaines... Les salaires sont ridiculement bas, voire inexistant, là où les domaines sont si vastes qu'il suffit aux possédants de rétrocéder quelques parcelles infimes pour disposer d'une main d'œuvre gratuite. Le peon de Colombie paie de 2 journées de travail par semaine le loyer de sa petite « ferme de subsistance ». Au Chili l'« inquilino » (journalier) en plus du logement et du droit de pacage gagne à peu près 1 NF par jour. » Il est donc clair que l'Amérique Latine ne se développera pas sans une profonde réforme agraire. Sous peine d'échec total, la réforme agraire doit s'accompagner d'un accroissement rapide de la production et du rendement : autant dire qu'une gestion collective du travail sont des nécessités inéluctables, quelles que soient les formes collectives choisies et le statut de la propriété (coopérative limitée aux instruments de travail et à la gestion, mise en commun des terres ou même fermes d'Etat).

B. DESEQUILIBRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE.

Une pareille structure explique la faible productivité de l'agriculture sud-américaine et la faible part de l'agriculture dans le revenu total de chaque pays. 53% de la population active du continent travaillent dans l'agriculture, mais celle-ci ne contribue que pour 24% du produit global brut. Si l'on représente la productivité globale par l'indice 100, la productivité de l'agriculture n'atteint que l'indice 46.

Ainsi les progrès dans la production globale des denrées alimentaires souvent importants, sont cependant moins rapides que l'expansion démographique et la production alimentaire par habitant est stagnante ou en baisse légère. Il faut tenir compte de l'abîme qui sépare le secteur des cultures vivrières de celui des cultures d'exportation (café, canne à sucre etc.). Celles-ci qui correspondent en général à de grandes propriétés bénéficient de l'essentiel des investissements agricoles ; elles occupent les meilleures terres et sont souvent bien équipées. Au contraire, les cultures vivrières sont abandonnées aux petits propriétaires et aux paysans pauvres qui sont laissés sans assistance financière et technique et dont les méthodes restent archaïques. Or il y a hypertrophie des cultures d'exportation par rapport aux cultures vivrières ; c'est le progrès des premières qui constitue l'essentiel de la production agricole globale, à l'intérieur de laquelle elles occupent une place beaucoup trop importante. C'est au point que plusieurs pays agricoles d'Amérique Latine doivent importer une partie de leur subsistance, et dépenser à cette fin les devises qui leur seraient si utiles pour se procurer des biens d'équipement.

Ainsi la demande annuelle par habitant s'accroît, tandis que l'offre des denrées de subsistance diminue : ce déséquilibre n'est pas étranger à l'inflation qui, à des degrés divers, frappe tous les pays d'Amérique Latine.

D'autant plus que la manière dont s'accomplit l'industrialisation est, elle aussi, un facteur d'inflation.

André Philip écrit à propos de l'Amérique Latine « Dans ces pays il importe avant tout d'améliorer la production agricole. C'est en augmentant celle-ci que l'on pourra libérer une partie de la population et la rendre ensuite disponible pour l'industrie. Si l'on commençait par l'industrialisation l'appel de main d'œuvre entraînerait une diminution de la production agricole et par conséquent une inflation avec l'abaissement du niveau de vie de tous. » Or l'hypothèse ici condamnée par Philip est précisément celle qui s'est réalisée dans toute l'Amérique Latine. Le capitalisme étranger, tout à fait indifférent aux exigences d'un développement harmonieux, a implanté une industrie de première transformation des matières premières et minérales ; il a créé des usines souvent très importantes et très modernes, qui emploient relativement peu d'ouvriers, mais qui ont pourtant drainé autour d'elles une foule de prolétaires ruraux sous-employés, désireux de trouver un salaire régulier, même



(Photo Keystone.)
Manifestations anti-américaines à Caracas, en mars dernier. Sur les pancartes, les slogans que scandait la foule : « Peuple, prends garde » et « Chassez la mission militaire yankee. »

RIQUE LATINE :

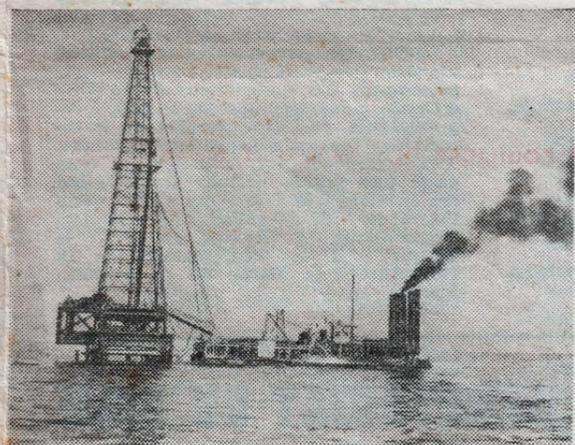
FEODAUX, LA FAMINE, DANGEREUSES, L'ARMEE

faible. Bien entendu, elles n'ont pu satisfaire toutes les demandes d'emploi, et, autour de chaque centre industriel gravite tout un monde de chômeurs et de personnes « employées » dans de petits métiers parasites. Cet exode rural a été un facteur supplémentaire de baisse pour la production agricole, et l'inflation prévue par Philip a pris des proportions graves dans plusieurs pays : au Brésil, le coût de la vie a augmenté de 200% au cours des cinq dernières années ; par rapport à la base 1953 = 100, cet indice en 1958 atteignait 231 en Argentine et 791 au Chili !

C'est là une nouvelle preuve de la nécessité absolue de faire progresser la production agricole et le niveau de vie paysan en même temps que l'industrialisation. Comme le dit la célèbre thèse du P.C. Chinois, « la Révolution doit marcher sur ses deux jambes, industrie et agriculture. »

C) PROBLEMES DE LA MONOPRODUCTION ET DU PRIX DES MATIERES PREMIERES.

Hypertrophie des cultures d'exportation, industrialisation anarchique, inflation, tels sont les dons du capital étranger à l'Amérique Latine, auxquels s'ajoute la monoproduction. En quête des matières premières qui lui manquaient, le capital étranger ne s'est pas soucié de mettre en valeur celles des richesses naturelles dont il n'avait pas besoin : ainsi chaque pays d'Amérique Latine a été spécialisé dans une ou deux productions sur la ou lesquelles repose toute son économie, parce que cette production, presque entièrement exportée, est l'unique moyen qu'il ait de se procurer les devises nécessaires à ses importations. Ainsi le Chili vit de son cuivre, la Bolivie de son étain, le Brésil de son café (70% de ses exportations) l'Argentine de ses viandes, le Venezuela de son pétrole.



(Photo Keystone.)

Au Venezuela, la raffinerie flottante du lac Maracaïbo.

Or les prix de ces matières premières sont très instables et les fluctuations de ces prix très rapides. Pour avoir une idée de cette instabilité, en prenant une période de 8 ans (1950-1957) et en divisant l'indice de prix trimestriel le plus fort par le plus faible, on obtient les résultats suivants : cuivre 2,5, étain 2,3, sucre 2, café 2, pétrole 1,2. Ainsi certains prix peuvent varier du simple au double sur des périodes parfois inférieures à un an ou même six mois. On imagine les secousses que ces variations infligent à des économies déjà fragiles : arrêt des importations, chômage etc. A cette situation, il n'existe que deux remèdes d'ailleurs complémentaires : l'un serait la stabilisation des cours des matières premières sur le marché mondial par un organisme international unissant producteurs et consommateurs. Mais ceux-ci (c'est-à-dire les développés) ont toujours refusé la constitution d'un tel organisme. L'autre serait une redistribution de la production agricole qui augmenterait la part faite aux cultures vivrières afin de baisser le prix des denrées de subsistance et de vaincre l'inflation, et une diversification des cultures d'exportation afin que tout l'équilibre économique ne soit pas suspendu aux caprices d'un seul produit. Mais ce second remède ne peut être mis en œuvre que lentement.

D) L'IMPERIALISME AMERICAIN.

Jusqu'à une date récente, l'Amérique Latine a été un champ clos réservé au capitalisme britannique, puis après la seconde guerre mondiale, au capitalisme nord américain : 45% des exportations de l'Amérique Latine sont dirigées vers les U.S.A.. Par ailleurs le total des investissements privés Américains en Amérique Latine atteint aujourd'hui le chiffre de 9.500 millions de dollars. Ces investissements privés constituent la majeure partie de l'apport nord américain au développement de l'Amérique Latine : en 1956 l'Amérique Latine recevait des Etats-Unis 1056 millions de dollars d'investissements privés et seulement 155 millions de dollars d'aide publique. Représentant une part importante du total des investissements effectués dans ce pays, ils assurent aux

Américains du Nord un pouvoir décisif de contrôle sur l'économie Sud Américaine, d'autant plus que l'exploitation des matières premières, dont nous avons vu l'importance capitale pour l'équilibre économique de l'Amérique Latine, est souvent le monopole des compagnies américaines : les firmes Anaconda et Kennecott se partagent l'extraction et la commercialisation du cuivre chilien ; au Venezuela, si le pétrole est aux mains de la Shell, le fer appartient à la Bethlehem Steel ; on sait enfin le rôle sinistre joué par la United Fruit en Amérique Centrale. En Amérique Latine, à toutes les étapes de la production et des échanges, les Nord-Américains détiennent ou contrôlent la plupart des leviers de commande. L'indépendance politique des Républiques du Continent masque mal leur profonde dépendance économique. Et cette dépendance n'est nullement un « esclavage doré ». Les classes laborieuses ne profitent guère de cette invasion Yankee. Dans le cas des cultures, sucre, café, bananes, etc., les salaires distribués aux journaliers par les compagnies U.S., pour être légèrement supérieurs à ceux qu'accordent les grands propriétaires du cru - il faut bien attirer la main d'oeuvre - n'en sont pas moins faibles. Quant aux mines, elles sont souvent très mécanisées, et n'emploient que peu de personnel : en Bolivie, avant la nationalisation des mines, 70.000 mineurs produisaient 90% des exportations du pays. Il faut signaler ensuite qu'une part généralement faible des bénéfices est réinvestie dans le pays ; la plus grande partie s'en va sous forme de dividendes grossir le portefeuille des actionnaires Nord-Américains. Sans doute ces exportations de capitaux sont frappées de taxes, qui constituent souvent l'essentiel des recettes budgétaires du pays : en Bolivie, encore, les impôts et redevances payées par les compagnies représentaient 70% des avoirs du budget national. Mais d'une part, ces taxes couvrent surtout des dépenses de fonctionnement ; d'autre part, le gouvernement qui les élèverait risquerait - comme nombre d'expériences l'ont prouvé - de très sévères représailles, économiques, politiques et parfois militaires de la part des compagnies et du gouvernement des Etats-Unis.

Au total, toute politique de développement efficace en Amérique Latine doit satisfaire à quatre exigences fondamentales.

1. — Opérer un partage des terres en évitant un morcellement excessif des terres, en améliorant le rendement et en accroissant la production agricole, développer les cultures vivrières pour faire baisser le coût de subsistance.

2. — N'industrialiser qu'au fur et à mesure des progrès de l'agriculture, les exportations agricoles devant procurer les devises nécessaires à l'importation de biens d'équipement, ceci afin d'éviter l'inflation ou l'appel aux capitaux étrangers avec la dépendance économique et politique que cet appel entraîne.

3. — Diversifier les cultures d'exportation et la production minière afin de dépendre moins étroitement des fluctuations du marché mondial.

4. — Diminuer la part nord-américaine dans les échanges commerciaux, contrôler les entreprises américaines afin de restreindre la fuite des bénéfices sous forme de dividendes distribués aux U.S.A., obliger une partie de ces bénéfices à se réinvestir sur place, bref arrêter le pillage et conquérir l'indépendance économique.

Ces exigences sont dues au caractère spécifique de l'économie sud américaine. Elles s'ajoutent aux conditions générales du développement, et en particulier à celles-ci

a). — Accroître la part du revenu national consacrée à l'investissement et par conséquent réduire une consommation déjà très basse. En tenant compte du rythme très rapide de l'expansion démographique, en tenant compte également de l'entretien du capital déjà investi, il faudrait investir 12% du revenu national par an pour maintenir l'actuel niveau de vie, 1% pour accroître ce niveau de vie de 1% par an. Or seuls le Brésil, le Mexique et le Pérou investissent actuellement entre 10 et 15% de leur revenu national. Tous les autres pays investissent moins de 10% dès lors ces pays sont menacés d'une lente paupérisation absolue.

b). — Seul un pouvoir fort ayant su gagner la confiance et l'appui des masses pourra leur demander de sacrifier au développement une partie de leur consommation.

Entre les classes réactionnaires et les classes progressistes :

Isolément de l'ouvrier Sud-Américain

La politique de développement se heurte inévitablement :

a). — Aux propriétaires fonciers qu'il faut exproprier ;

b). — A la grande bourgeoisie d'affaires, parce qu'il faut ou bien nationaliser les compagnies étrangères, ou bien contrôler et limiter leurs profits. Or la grande bourgeoisie est actionnaire de ces compa-

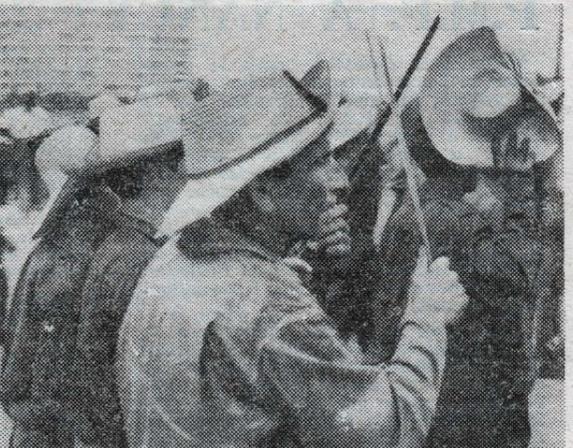
gnies, et elle en constitue parfois sur le plan local la direction et les cadres.

c). — A l'armée qui selon les cas est solidaire de l'un ou l'autre de ces groupes, du premier dans les pays les moins développés, du second en Argentine.

D'autre part la classe ouvrière et le prolétariat urbain ne peuvent avoir, en Amérique Latine, le rôle qu'ils ont tenu en Europe. L'ouvrier Sud-Américain, dès lors qu'il dispose d'un emploi stable et d'un salaire régulier, est un privilégié ; généralement issu directement d'un milieu rural, il a la hantise de ne pas y retomber, il considère ceux qui y sont restés avec un mélange de pitié et de dédain. En même temps, il est capable de luttes très dures contre les patrons (lointains) et les cadres de l'entreprise qui l'emploie : on se rappellera les grèves des mineurs chiliens, des cheminots argentins et brésiliens, pour ne faire appel qu'à un passé récent. Ainsi la classe ouvrière Sud-Américaine occupe une position ambiguë et solitaire ; sa pauvreté l'oppose à la petite bourgeoisie urbaine ; mais cette pauvreté est richesse comparée à la misère des masses agraires ; aussi les contacts entre mouvement ouvrier et paysannerie sont difficiles. Dans bien des cas, syndicats et partis ouvriers n'ont manifesté envers les revendications paysannes qu'indifférence ou solidarité purement verbale ; et les ouvriers n'ont pratiquement joué aucun rôle dans les luttes qui ont porté au pouvoir des gouvernements révolutionnaires au Mexique, au Venezuela et à Cuba (le cas des mineurs Boliviens étant très particulier). Des raisons analogues expliqueraient la faible influence des Partis Communistes Sud-Américains, - de recrutement essentiellement ouvrier, - sur les masses agraires, et l'attitude souvent équivoque de ces Partis à l'égard des mouvements paysans : par exemple le soutien prolongé accordé par le P.C. Cubain à Batista, ou la lutte menée par le P.C. Péruvien contre l'A.P.R.A. de Haya de la Torre.

Quant aux travailleurs sous-employés et aux chômeurs, ils constituent une force considérable, mais politiquement instable, prête à se vendre à quiconque lui promet non pas tant du travail qu'une assistance sociale. C'est sur eux qu'a reposé la dictature de Péron, et que repose encore le mouvement péroniste qui recueillait 2 millions de suffrages (30% du total) aux élections argentines du 28 mars 1960. Or, si Péron est authentique fasciste, les péronistes au contraire sont pour la plupart des travailleurs « de gauche » qu'aucun parti révolutionnaire n'a su mobiliser.

C'est donc la moyenne et la petite bourgeoisie qui joue le rôle moteur dans toutes les tentatives révolutionnaires d'Amérique Latine. Comme dans nombre de pays colonisés, l'impérialisme n'a pas su créer en Amérique Latine une moyenne bourgeoisie salariée intégrée à l'activité économique. La moyenne bourgeoisie se compose essentiellement de gens appartenant aux professions libérales (médecins, avocats, etc.) et d'intellectuels, universitaires et étudiants. Elle est exclue du pouvoir par l'alliance des oligarchies féodales et militaires avec les compagnies étrangères : elle est donc démocrate contre les premières et nationaliste contre les secondes. Mais ses entreprises révolutionnaires ne peuvent réussir que dans la mesure où elle parvient à entraîner les masses agraires, c'est-à-dire dans la mesure où elle comprend la nécessité et la priorité absolues de la réforme agraire.



(Ambassade de Cuba.)

Le peuple cubain a envahi la Place Civique de La Havane, le 1^{er} mai 1960. Sur notre photo, le défilé des milices paysannes (300 à 350.000 hommes).

Les masses paysannes en effet sont dans une très forte proportion illettrées ; elles sont dans une dépendance économique et sociale profonde par rapport aux grands propriétaires, et elles sont enfin soumises à l'influence bénéficiante de l'Eglise. Leurs rébellions sont fréquentes, mais à elles seules elles ne réalisent que des jacqueries. Pourtant aucune victoire durable n'est possible sans leur intervention ; aussi l'alliance de la petite bourgeoisie, des intellectuels et de la paysannerie est la condition sine qua non d'une politique de développement et de la révolution économique et sociale qu'elle exige.

Bernard FRESMEAU.

SECTIONS et FÉDÉRATIONS

Le calendrier du P.S.U.

DÉCEMBRE 1960

30 BOBIGNY. Robert VERDIER
(à la Maison du Peuple)

JANVIER 1961

4 LYON : Cl. BOURDET
4 PRIVAS : G. MARTINET
5 TOULOUSE : Cl. BOURDET
5 VALENCE : G. MARTINET

DROME

Le premier congrès départemental de la Fédération de la Drôme du P.S.U. s'est tenu dimanche matin 11 décembre, au Foyer de la salle des fêtes de Valence, sous la présidence de M. Joly, secrétaire de la section de Dieulefit.

Une trentaine de délégués des sections (et des adhérents), venus notamment de Dieulefit, Nyons, Romans, Vercheny, Valence, y participaient. Présence également du secrétaire P.S.U. de l'Ardèche.

Après avoir fait le point de l'implantation du Parti dans la Drôme (effectifs, trésorerie, Presse, reprise des cartes 1961), écouté le compte-rendu du premier Conseil National du P.S.U. par Duchet, délégué de la Drôme, les délégués se sont prononcés en vue du Conseil National extraordinaire du 18 décembre qui définira la position du Parti sur le Référendum; l'accent a été mis sur la nécessité d'une position commune des Forces de gauche. Un plan d'action et de propagande a été étudié. Une réunion publique est prévue à Valence début janvier avec G. Martinet.

Puis le Congrès a élu le Conseil Fédéral :

Secrétaire fédéral : DIDIER André, Valence.

Secrétaire fédéral adjoint : DUCHET, Nyons (Les Hautes Souchères).

Trésorier : FERLAY.

Presse : LANTHEAUME, Valence.

LOIRE

La Commission « Santé-Sécurité sociale » a adopté pour l'année 1961, le plan d'étude suivant :

1° SECURITE SOCIALE : critiques et réformes (gestion, administration, financement).

2° ALLOCATIONS FAMILIALES : étude de l'ordonnance du 8 mars 1945. Rôle des Associations Familiales et représentativité de la famille.

3° APPROFONDISSEMENT DE NOTRE DOCTRINE SOCIALISTE EN MATIERE DE SANTE : (service national de santé, centre de soins...).

4° SUR LE PLAN DEPARTEMENTAL : inventaire de l'équipement sanitaire et social de la région. Les besoins.

Un questionnaire sur chacun de ces problèmes sera envoyé à toutes les sections.

Un appel est fait aux Fédérations voisines, et en particulier pour le 3e point aux médecins du P.S.U., pour aider la Commission dans ce travail.

Ecrire : Docteur PAYRE, 1, place César-Bertholon, Grand-Croix (Loire).

MANCHE

La Fédération de la Manche a organisé deux conférences-débat avec la participation de H. Puisais.

Le vendredi 9 à Avranches, environ 60 personnes présentes. Le samedi 10 à

MEURTHE-ET-MOSELLE

P.M.F. A NANCY : 25 adhésions

Mercredi 14 décembre, sous la présidence de Henri Longeot, secrétaire national adjoint, un meeting organisé par la Fédération du P.S.U. de Meurthe-et-Moselle, a rassemblé à Nancy plus d'un millier d'auditeurs. Succès d'affluence pour cette salle bourgeoise où les leaders des autres partis ne réunissent guère que 300 personnes.

Après avoir présenté les deux orateurs, H. LONGEOT rappela le caractère de « rassemblement » du P.S.U. et l'extrême richesse des courants et des hommes qui le composent.

Après avoir insisté sur l'importance de la réorganisation économique et sociale qui s'impose, surtout à cause de l'afflux des jeunes qui auront 20 ans en 1965, l'orateur rappelle que le P.S.U. s'est surtout consacré à la lutte pour la paix en Algérie. Il rappelle ses nombreuses initiatives et le succès de la journée du 27 octobre et passe la parole à Jack Lang.

Après l'allocation de Jacques Lang, la parole fut donnée à Claude Bourdet, membre du bureau national du P.S.U.

Claude BOURDET décrit les responsabilités du régime gaulliste dans le massacre d'Alger, de Gaulle excitant chez les Musulmans des espoirs de paix et d'indépendance alors que les troupes ont l'habitude de tirer sur tout suspect pro-F.L.N. et provoquant, par contre, les Européens, sans pourtant les intimider par une négociation immédiate.

Le régime est dans une impasse qu'il ne peut que masquer provisoirement par des manœuvres comme celle du référendum. Il faut organiser la lutte contre la guerre sous toutes ses formes, comme

Cherbourg, une centaine d'auditeurs parmi lesquels un nombre important de responsables syndicaux, culturels et d'Associations familiales et de jeunes.

Après un brillant exposé de la situation actuelle et des buts du P.S.U., qui reçut une large approbation, plusieurs questions furent posées à l'orateur, portant notamment sur le référendum, la décolonisation, la doctrine du P.S.U. et des questions relatives à la personnalité de M. Mendès-France et sur son option socialiste. Nul doute que ces deux conférences auront un résultat heureux dans le développement ultérieur de la fédération.

Le Congrès fédéral s'est réuni le 11 décembre à St-Lô. Le matin a été consacré à l'étude du texte du référendum du 8 janvier. L'après-midi a eu lieu le congrès administratif, après le rapport d'activité du bureau fédéral, mis en place au congrès de fusion. Les congressistes ont élu les membres de la Commission Exécutive Fédérale, et le bureau, dans la composition suivante :

Secrétaire fédéral : M. Gonnaud, Montfarville.

Secrétaire fédéral adj. : M. L. Rival, Tourlaville.

Secrétaire fédéral adm. : M. E. Duclos, Millières.

Trésorier : M. R. Travert, Grosville.

Presse propagande : M. J. Halope, Octeville.

Signalons que depuis quelques semaines, un nombre important d'adhésions nouvelles ont été enregistrées sur l'ensemble du département.

SEINE

PARIS-XIV^e

Dès 10 heures ce dimanche 18, l'attention des habitants faisant leur marché dans la rue Daguerre était attirée par un GROUPE IMPORTANT de militants de la XIV^e Section P.S.U., faisant la vente de TRIBUNE SOCIALISTE. Celle-ci obtenait un grand succès (50 exemplaires vendus), particulièrement dans la rue de l'Ouest, rue populaire de notre arrondissement.

A regretter que les organisateurs de cette vente aient été trop modestes dans leur appréciation de la prise d'exemplaires car la vente se terminait Place d'Alésia avec un nombre restreint de TRIBUNE dans les mains de nos vendeurs.

Les participants, malgré le froid très vif, se sont séparés avec l'idée de remettre bientôt ça et de faire beaucoup mieux.

CACHAN

Le secrétaire national Edouard DEPREUX parlera le

10 janvier 1961
à 21 heures, Salle de la Mairie.

La Fédération P.S.U. d'Alger "La population musulmane suit le G. P. R. A."

Au lendemain des événements du 11 décembre, la fédération d'Alger du P.S.U. a voté une déclaration dont nous reproduisons, ci-dessous, les passages essentiels.

Le drame que vit actuellement Alger apporte un démenti définitif aux illusions et aux mensonges du 13 mai.

Encouragés par l'échec de Melun, les éléments ultras obéissant à des consignes ont, une fois de plus, tenté de faire échec à la volonté de paix du peuple français et manifesté leur hargne à l'encontre des forces de l'ordre (475 blessés, C.R.S. ou gendarmes). Ils ont montré par là qu'ils mésestimait la maturité politique des masses musulmanes, forgée au cours de six années d'épreuves.

En réponse à ces déchainements, les masses musulmanes ont manifesté avec courage, le plus souvent sans agressivité — si l'on excepte des excès condamnables mais localisés.

C.R.S., police urbaine et troupes du contingent ont contenu les manifestants avec sang-froid.

Par contre, certaines formations parachutistes et des provocateurs ultras ont réagi avec une violence injustifiée, faisant en plusieurs points usage de leurs armes. Et la disproportion entre le nombre des victimes européennes et musulmanes (une dizaine d'une part, de l'autre 120, selon des chiffres officiels inférieurs à la réalité) souligne la différence de traitement dans la répression des manifestations.

Non contents d'user de deux poids, deux mesures, des éléments activistes de l'Armée falsifient maintenant les faits. Ils mettent sur le compte d'une « poignée d'agitateurs F.L.N. » les manifestations de masse des quartiers musulmans et, ces

désordres qu'aggravent leur présence et leur action, ils prétendent y voir la préfiguration de l'Algérie algérienne.

Ces mensonges servent à justifier la prolongation de la répression, les arrestations massives et le recours aux méthodes de la « bataille d'Alger ».

Dès lors que l'on incarne tout partisan affirmé des options offertes par l'autodétermination, il est impossible, désormais, de se poser garant de l'exercice de ce droit.

Cette attitude, renforcée par les contacts actuels entre éléments parachutistes et ultras, constitue un danger permanent d'installation d'un « gouvernement séparatiste de l'Algérie Française », voie sans issue pour la Communauté européenne.

L'avenir de celle-ci dépend, au contraire, d'une acceptation réaliste de la situation présente. Les manifestations des quartiers musulmans ont montré, par leur ampleur, par leur extension, par l'enthousiasme qui les a marqués, que la majorité de la population musulmane suit le G.P.R.A.; c'est donc, ainsi que notre Parti n'a cessé de l'affirmer, par des négociations directes avec le G.P.R.A. que peuvent être obtenues les nécessaires garanties pour la minorité européenne.

Ces négociations doivent prélever à l'autodétermination sincère qui conditionne d'une part, la cohabitation constructive des communautés et, d'autre part, la mise en place d'un plan de décolonisation et de développement, basé sur une coopération égalitaire et étroite entre la République algérienne et la République française.

La section d'Antony de la Ligue des Droits de l'Homme organise une conférence :

JEUDI 12 JANVIER

à 20 heures 30,

Salle Mounié, 44, rue Auguste-Mounié,

(Métro Antony)

sous la présidence de G. SUANT

Maire d'Antony, Conseiller Général

de la Seine

Daniel MAYER

Président du Comité Central de la L.D.H.

traitera le sujet suivant :

LA LIGUE

DEVANT LES EVENEMENTS ACTUELS

JANVIER 1961

Dans le 3^e arrondissement

Victoire des Laïques

La liste d'union présentée par le Cartel d'Action Laïque et comprenant deux représentants des Associations de Parents d'élèves, 2 représentants du P.S.U., 2 représentants de l'Enseignement et le secrétaire des administrateurs sortant, TOUS révoqués par le préfet, a remporté une grande victoire à l'occasion des élections à la Caisse des Ecoles. Cette liste a été élue en entier, contre la liste réactionnaire et cléricale qui avait le soutien actif des représentants de la Préfecture à la Mairie du 3^e arrondissement.

UN APPEL DU SECRETARIAT DU P.S.U.

Notre Parti Socialiste Unifié est en plein essor. Les adhésions affluent. Les jeunes sont pleins d'enthousiasme. Nous sommes néanmoins cruellement handicapés par la médiocrité de nos ressources financières. Nous ne disposons pas d'un personnel en nombre suffisant pour assurer le travail indispensable.

Il y a des portes — que d'autres connaissent bien — auxquelles nous refusons de frapper.

C'est à vous tous que nous nous adressons. Pourquoi ceux d'entre vous qui le peuvent ne s'imposeraient-ils pas volontairement une cotisation mensuelle supplémentaire ?

Si 100 amis versaient chacun 5.000 francs par mois, nous disposerions dans une année de 6 millions qui seraient les bienvenus.

Les uns pourront fixer leur apport à 10.000 francs, davantage peut-être, d'autres à 1.000 ou 2.000. Certains d'entre vous feront une collecte autour d'eux pour nous en envoyer le montant.

Retournez-nous au Siège du Parti, 8, rue Henner, PARIS-9^e, la déclaration ci-dessous, et versez à Maurice KLEIN, 37, rue de Trévis, PARIS-9^e (C.C.P. 4435-35 Paris) votre première mensualité.

A tous merci et en avant pour le socialisme authentique.

Je, soussigné (nom, prénoms, adresse)

.....

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié, la somme de

Signature :

Les démocrates du Puy-de-Dôme lisent

TRIBUNE D'Auvergne

Organe de la Fédération P.S.U.

En vente :
à Clermont-Ferrand, dans les kiosques
et 14, Allée Marius-Bellot

LE NUMERO : 0,30 NF

BULLETIN D'ADHESION

Nom

Prénom

Adresse

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

— ÉTUDIANTS —

La motion Algérie de la Conférence Nationale Étudiants :

La Conférence Nationale des Étudiants du P.S.U. réunie le 17 décembre 1960, à Paris :

● **REAFFIRME** que la seule voie qui puisse conduire à la solution définitive du problème algérien passe par la négociation entre le Gouvernement français et le G.P.R.A., seul représentant de la nation algérienne, comme l'a confirmé l'ampleur de la manifestation de ces derniers jours.

● **RAPPELLE** que ces négociations doivent porter simultanément sur les conditions d'un cessez-le-feu et sur les garanties mutuelles de l'application de l'autodétermination.

● **CONSIDÉRANT** qu'à l'appel de la jeunesse, le peuple français, dans une proportion toujours croissante, désire la paix en Algérie par la négociation.

● **CONSIDÉRANT** que la naissance de nouveaux États africains et l'évolution interne des pays de la Communauté donne un poids supplémentaire à l'internationalisation du problème algérien dans le cadre africain, ce qui est un facteur très positif.

● **CONSIDÉRANT** que le pouvoir gaulliste tente d'utiliser à des fins personnelles cette claire volonté de paix par le biais d'un référendum qui escamote les questions véritables.

● **CONSIDÉRANT** que ce pouvoir vise à la création en Algérie d'une troisième force par le canal d'un statut octroyé et refuse de reconnaître qu'une Algérie nouvelle ne pourra se construire que par ceux qui ont pris la responsabilité historique d'engager la lutte difficile et souvent incomprise contre l'oppression coloniale.

La Conférence Nationale des Étudiants du P.S.U. engage le Parti et particulièrement les Étudiants Socialistes Unifiés à intensifier leur lutte contre la poursuite de la guerre et pour la négociation. Dans cette perspective, la Conférence s'engage à utiliser toutes les ressources de la stratégie classique par :

- la propagande : presse, affiche, tracts;
- les réunions et meetings, en réalisant dans la mesure du possible des actions unitaires sans exclusive, en s'appuyant sur les partis, les mouvements de jeunesse et surtout les organisations syndicales;
- l'utilisation la plus large possible, en ce qui concerne l'action spécifique étudiante, des structures existantes :

a) notre présence au sein des comités anticolonialistes s'avère indispensable. Sans cesse, nous devons y montrer que les positions du P.S.U. en faveur de la lutte des pays colonisés pour leur indépendance sont prises d'après nos principes socialistes et non en vertu d'une vague stratégie internationale tenant compte de l'équilibre des blocs.

b) envers les mouvements politiques : il convient de ne pas négliger, et éventuellement de susciter, des actions unitaires avec l'U.E.C., la S.F.I.O., les radicaux et la gauche du M.R.P.

c) envers les mouvements divers : nous devons nous tenir au courant de l'évolution de la J.E.C., et des mouvements d'obédience protestante.

d) à l'égard de l'U.N.E.F. enfin : il s'agit, en évitant toute confusion, de soutenir au maximum son action.

Canaliser les mouvements d'avant-garde :

a) après le retentissement sur l'opinion publique de la prise de position des 121 et l'émotion suscitée par le procès Jeanson, il nous faut promouvoir les manifestations de masse, comme celle du 27 octobre et aider leur extension ainsi que celle de la lutte des jeunes contre la guerre.

b) sur les cas concrets, tels qu'ils ont été définis par le Conseil National, il convient de soutenir et de diffuser les positions de certains jeunes :

— refus de servir (soutien éventuel de l'action non-violente);

— travail dans l'armée par :

● des campagnes de désintoxication préventive des appelés;

● le maintien de la liaison avec les militants et sympathisants sous les drapeaux;

— en ce qui concerne l'insoumission :

● soutien inconditionnel des refus publics et collectifs;

● non-condamnation des autres formes de refus.

Dans cette ligne, la Conférence estime que seules les actions susceptibles d'aider au développement de l'action de masse peuvent faire l'objet d'une campagne de soutien.

La Conférence Nationale mandate le Secrétariat National Étudiant pour donner un contenu pratique à cette résolution, afin de diriger, contrôler et orienter toutes les initiatives d'opposition à la guerre.

Nous avons publié, la semaine dernière, dans « T. S. » n° 33, en p. 2, le compte rendu de la Conférence nationale Étudiants.

Le nouveau Bureau Étudiant

- Raymond LE LOCH, secrétaire général.
- Claude PIERRE, trésorier.
- Christian TORCHIO, secrétaire administratif.
- André BURGUIERE, secrétaire à la presse et à la propagande.
- Georges CHAPELLE, secrétaire aux relations internationales.
- Guy DHOQUOIS, secrétaire à la formation.
- Claude DUPONT, secrétaire universitaire.
- Philippe GOLDMANN, secrétaire aux relations extérieures.
- Nicole IFFRIG, secrétaire à l'organisation parisienne.

(Le rapport du Bureau sortant a été repoussé par la Conférence Nationale extraordinaire à une large majorité.)

Un message des E.S.U. aux Étudiants communistes

L'Union des Étudiants Communistes, — qui tenait son congrès du 17 au 19 décembre — avait invité les E.S.U. à envoyer une délégation à ce congrès pour y présenter leur position.

Trois camarades du Secrétariat National Étudiant y ont fait part d'un message adopté, à l'unanimité, par la conférence Nationale des E.S.U. De ce texte accueilli aux cris de « Unité » et où les E.S.U. définissaient le plus clairement possible la perspective dans laquelle ils envisagent la nécessaire unité d'action, nous reproduisons, ici, l'un des principaux passages.

... « Nous avons déployé tous nos efforts pour que l'action soit la plus efficace et la plus audacieuse possible. Nous l'avons fait et continuerons de le faire, sans rien dissimuler des divergences qui peuvent exister entre notre organisation et la vôtre sur certaines questions de tactique qui,

il est vrai, ne sont pas sans importance. Nous continuons à penser, par exemple, que les manifestations qui ont suivi le meeting de la Mutualité ont contribué à renforcer le dynamisme des forces populaires et à porter les actions politiques à un niveau supérieur.

Car si l'union ne peut se développer sans l'action, elle ne saurait non plus progresser que dans une franche et permanente confrontation des points divergents. Nous pensons que, à cette confrontation, l'ensemble du mouvement progressiste des Étudiants ne peut que gagner, comme aussi l'ensemble du Mouvement socialiste et démocratique français.

Ce qui compte le plus à nos yeux, c'est que notre franche explication de ces divergences n'a en rien nui, bien au contraire, à de nouveaux progrès de la prise de conscience des Étudiants et de leur action pour que cesse la guerre d'Algérie... »

En marge de la grève des P. et T. :

Le 16 décembre dernier, à l'initiative des centrales CFTC et Force-Ouvrière, une grève avait lieu dans les P. et T.

Elle a été partiellement suivie dans certains secteurs professionnels et régionaux. On ne peut parler, toutefois, d'un grand succès. Nous avons rencontré, notamment aux Chèques Postaux, des militants syndicalistes de différentes appartenances syndicales (CGT, CFTC, E. O. et Autonomes). Ce qu'ils pensent de cette grève paraît intéressant dans la mesure où leurs réflexions débordent le cadre des seuls P. et T. et peuvent être portées à l'échelon de l'ensemble de la fonction publique.

Ce n'est pas, en effet, la première fois que l'on voit dans la Fonction publique des mouvements de cet ordre.

Premier point important : les objectifs apparaissent assez nettement catégoriels. Il s'agit essentiellement de soutenir la revendication d'agents d'exploitation qui demandent un reclassement indiciaire. Très précisément, ils demandent que leur catégorie soit mieux considérée et classée plus haut, en début et en fin de carrière, sur la vaste échelle des hiérarchies des P. et T. Une réunion du Conseil supérieur de la Fonction publique, prévue le 20 décembre, devait examiner la question et émettre un avis. La grève avait donc pour objectif de marquer, avant cette réunion, et en fonction d'elle, l'opinion des agents.

Il sera intéressant que, dans un avenir assez rapproché, des camarades P.S.U. de la Fonction publique, notamment des P. et T., entreprennent une étude d'ensemble des questions de hiérarchisation dans la Fonction publique. On peut se demander, en fait, si d'une part des simplifications, d'autre part, des rapprochements avec des catégories professionnelles générales, ne pourraient pas intervenir. Ce qui est certain, c'est que, comme l'indiquait récemment le Syndicat Autonome des P. et T., il devrait exister une revendication essentielle : l'augmentation des traitements de base, sur lesquels se bâtit toute la pyramide hiérarchique et l'incorporation à ces traitements des indemnités qui se sont plus ou moins accumulés, hiérarchisés depuis des années. (Notons, par exemple, que dans les P. et T., l'indemnité de résidence, qui était uniforme jusqu'en 1948, varie maintenant, dans la même zone de salaire, entre 840 NF et 7.940 NF.) Il est intéressant de noter que, toujours selon le Syndicat Autonome des P. et T., la rémunération des agents de l'indice 100 a augmenté de 66 % entre octobre 1951 et avril 1960, alors que celle des agents de l'indice net 800 a augmenté de 160 %. Ceci, évidemment, constitue beaucoup plus qu'une simple hiérarchisation des traitements...

En tout cas, en ce qui concerne les revendications des agents d'exploitation, toutes les centrales syndicales semblent être à peu près d'accord. Pourtant, deux d'entre elles seulement ont déclenché la grève. Plusieurs des camarades que nous avons interrogés estiment qu'il s'agit là d'une erreur

sciemment commise, que F.O. et la CFTC ont voulu LEUR grève, qu'elles se sont même empressées de la faire, un peu à la sauvette, pour être sûres que personne ne viendrait la partager avec elles. Plusieurs nous ont dit avoir appris l'existence de la grève par la grande presse et la radio gouvernementale, ce qui, à la fois, est insuffisant et pousse à se demander pourquoi tant de complaisance. Résultat de cette attitude : le relatif échec du mouvement.

On peut en tirer quelques leçons. Il est net que certains secteurs de la Fonction publique constituent pour une Centrale ou pour une autre des bastions qu'il faut maintenir ou élargir contre les autres centrales. Il s'agit là d'une tentation catégorielle, en quelque sorte au second degré. La tentation existe toujours pour une Centrale de lancer un mouvement, même mal préparé, puisque, de toute façon, il s'agira, — et c'est là la différence avec le secteur privé —, d'un mouvement national ayant, même s'il ne réussit que partiellement, des échos et une audience nationale. Même dans ce cas, la Centrale qui l'a lancé risquera d'apparaître, spécialement vis-à-vis d'agents d'une catégorie largement dispersée dans le pays et ne pouvant avoir une vision d'ensemble du mouvement — comme particulièrement attentive de la défense de cette catégorie. La tentation existe aussi, de s'arranger pour mener le mouvement à soi tout seul, quitte à en rejeter l'échec sur ceux qui n'auraient pas suivi. Le caractère national — et donc moins concret —, des syndicats de fonctionnaires permet, ou tout au moins facilite, ce genre d'opérations.

P. B.

Les cartes de vœux de « T. S. »

Chaque année, nous achetons des cartes pour adresser nos vœux à notre famille, à nos amis.

Tribune Socialiste vous propose « ses » cartes qui, non seulement apporteront nos souhaits, mais aideront notre journal ainsi que les trésoreries des sections à boucler leur budget. Nous éditons deux séries :

1° Une série de 6 cartes, en deux couleurs, format 9,5x21 cm au prix de 2 NF le jeu.

2° Une série de 5 cartes, une couleur, format 10,5x13,5 cm au prix de 1,50 NF le jeu.

Ces cartes peuvent être vendues non seulement pour les fêtes du Nouvel An, mais également à diverses occasions (fêtes, anniversaires, etc...). Le prix de vente est laissé à l'appréciation des sections.

Passez vos commandes sans plus tarder.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

Prénom

Adresse

.....
déclare souscrire un abonnement de :

Soutien 30 NF

Un an 19 NF

6 mois 10 NF

3 mois 5 NF

54, bd Garibaldi - PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

Imprimerie René-Boulangier

60, rue René-Boulangier, PARIS-10^e

— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués

Lisez, faites lire TRIBUNE Socialiste

ABONNEZ-VOUS : 1 AN : 19 NF — 6 MOIS : 10 NF

C.C.P. PARIS 5826-65 — 54, Boulevard Garibaldi - PARIS-XV^e

RÉPONDRE NON

C'est voter pour la Paix et la Négociation

SUR QUOI PORTE EXACTEMENT LA CONSULTATION DU 8 JANVIER PROCHAIN ?

LA propagande officielle et la propagande officielle s'emploient à brouiller les cartes. Le texte de la question posée au corps électoral est volontairement perdu de vue et escamoté.

● Voter « oui », c'est voter pour la paix, proclament les affiches des gaullistes inconditionnels de l'U.N.R.

● « Nous disons « oui » pour l'autodétermination et, demain, pour la négociation et la paix », affirme Mollet en conclusion de son discours au congrès S.F.I.O.

● « Voter « non », c'est voter contre le principe de l'autodétermination, donc voter contre la paix », ajoutent d'autres commentateurs.

Mais il y a le texte de la question officiellement posée et que nous n'avons pas le droit de perdre de vue, car demain, si les « oui » l'emportent, De Gaulle pourra se prévaloir de cet assentiment aux formules qu'il propose et dire que sa politique est faite au nom du peuple français. Or :

1. - Ce n'est pas sur le principe de l'autodétermination, mais sur ses conditions, que va porter la consultation

La question est en effet ainsi rédigée :

« Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le Président de la République et concernant l'autodétermination des populations algériennes et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie avant l'autodétermination ? »

QUE DIT L'ARTICLE PREMIER DU PROJET DE LOI ?

« Dès que les conditions de la sécurité en Algérie permettront d'y établir le plein exercice des libertés politiques, les populations algériennes feront connaître, par la voie d'une consultation au suffrage direct et universel, le destin politique qu'elles choisiront par rapport à la République française. Les conditions de cette consultation seront fixées par décret pris en conseil des ministres. »

LE SENS DE CE TEXTE EST CLAIR :

« Dès que les conditions de la sécurité en Algérie permettront... » : il n'est nullement question ici de rétablir la sécurité et la paix, indispensables en effet à une consultation loyale du peuple algérien, par la recherche d'un accord négocié avec ceux contre qui on se bat, c'est-à-dire le F.L.N.

LE CESSEZ-LE-FEU EST ESCAMOTE DANS LE SCHEMA GAULLISTE. IL NE RESTE DONC QU'UNE VOIE : POURSUITE DE LA « PACIFICATION » JUSQU'A LA VICTOIRE COMPLETE DE L'ARMEE.

Les conditions seront fixées par décret pris en Conseil des Ministres

Ici encore, nulle équivoque. Ce n'est pas sur le principe de l'autodétermination que le peuple français est consulté. Si d'ailleurs De Gaulle l'avait jugé indispensable, c'est APRES son discours du 16 septembre 1959 qu'il aurait dû le faire. Il ne s'est pas embarrassé pour proclamer le 29 janvier 1960 que cette politique était déjà « adoptée par le Parlement et approuvée par la nation ». Sur ce point donc, le referendum est inutile.

Mais l'équivoque est volontairement entretenue pour amener le peuple français à se prononcer sur les conditions de l'autodétermination, et à permettre au gouvernement de fixer tout seul ces conditions. C'est le point important du débat, puisque le G.P.R.A. veut des garanties pour être assuré que la nouvelle consultation ne ressemblera pas aux précédentes « élections » algériennes et ne sera pas contrôlée par l'armée et l'administration françaises seules.

2. - L'organisation provisoire des pouvoirs publics en Algérie, prévue par le reste du projet de loi, est en contradiction avec le principe même de l'autodétermination, c'est-à-dire du libre choix

En effet, ce projet tend à créer une situation nouvelle conforme à l'option choisie par De Gaulle lui-même, par De Gaulle seul, et qu'il dénomme association.

DE PLUS, CETTE ORGANISATION COMPORTE DES RISQUES :

● elle prévoit l'attribution de responsabilités « aux populations algériennes et à leurs représentants ». Qui sont ces représentants ? Seront-ils ceux qui sont déjà appelés des « élus » ? Approuver ce texte reviendrait à entériner et à valider les élections faites depuis l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, c'est-à-dire sous le contrôle de l'armée qui s'est attachée, par les procédés que l'on sait, à « mettre en condition » le peuple algérien.

● elle prévoit une sorte de régime fédéral qui, dans les circonstances actuelles, peut être utilisé en vue d'un partage de l'Algérie qui serait une menace permanente de voir surgir de nouveaux conflits.

Ainsi le texte de la question et du projet de loi ne porte pas sur le principe même de l'autodétermination.

LOIN DE PARLER DE LA NEGOCIATION, IL CONDUIT A UNE POURSUITE DE LA « PACIFICATION », DONC DE LA GUERRE.

Le régime dit transitoire est en fait une prédétermination, donc un obstacle nouveau sur la voie qui conduit au libre choix du peuple algérien. Il écarte la fixation en commun par la France et le G.P.R.A. des conditions de ce libre choix.

Ce référendum n'est qu'un plébiscite

MAIS ce qui compte, nous dit-on, ce sont les intentions de De Gaulle, et non le texte de la question posée.

C'est bien l'aveu que le referendum est en fait un plébiscite. Car, se déterminer en fonction d'intentions prêtées à De Gaulle, c'est faire acte de confiance à sa personne.

Dire « non », c'est refuser d'être dupe de cette supercherie, c'est refuser d'entrer dans le jeu de l'intoxication gaulliste.

On vote sur un texte officiel ; on ne vote pas sur les discours du général De Gaulle, encore moins sur les interprétations toujours contestables que des commentateurs zélés donnent de ses formules équivoques. On ne vote pas sur des allusions et des sous-entendus.

De Gaulle usant de son habitude tactique, cherche à tenir le corps électoral en haleine. Il prononcera son dernier discours l'avant-veille du scrutin, c'est-à-dire à une date où toute controverse, toute propagande de l'opposition sera devenue impossible. C'est un nouveau truquage de la démocratie. Ceux qui veulent rénover le civisme doivent dénoncer ce procédé.

Dans son premier discours en tout cas, De Gaulle n'a rien dit qui fut de nature à confirmer les hypothèses de ceux qui prétendent se déterminer en interprétant ses intentions. Il n'a parlé ni de cessez-le-feu, ni de négociation.

ENFIN, CE SONT LES ACTES SEULS QUI COMPTENT, or les actes passés et leurs résultats ne permettent pas d'accorder cette confiance, bien au contraire.

Ce sont les ambiguïtés, les incertitudes, les louvoisements de la politique gaulliste qui ont abouti à la poursuite de la guerre et aux tragiques événements du 11 décembre : « Algérie française » en 1958, — autodétermination en septembre 1959, — tournée des popotes en 1960, — offres faites dans le discours de juin 1960, puis sabotage de la négociation de Melun, — tout a été conduit comme si l'on voulait faire naître des deux côtés des espérances, puis pour les décevoir d'un côté comme de l'autre.

Par le referendum-plébiscite du 8 janvier, De Gaulle demande un quitus pour cette politique.

Les résultats du gaullisme ne méritent pas la confiance demandée

MAIS donner cette réponse, c'est voter comme les ultras, comme Soustelle, comme les amis de Lagailarde, comme Bidault, nous dit-on encore.

I. — Ceux-ci, en effet, s'approprient aussi à répondre « non ». Si leurs votes se confondent avec les nôtres, cela tient précisément aux équivoques de la question posée et aux conditions dans lesquelles le referendum est organisé. Si De Gaulle avait vraiment voulu une défaite des ultras, il devait poser la question dans d'autres termes. En tout cas cette constatation doit conduire à la condamnation du referendum comme procédure de consultation démocratique.

II. — Lorsqu'on adopte une attitude politique, on le fait essentiellement en considérant le problème posé. Un citoyen ou un parti ne se détermine pas en fonction des positions prises par d'autres citoyens ou d'autres partis. Ce qui compte, c'est le but à atteindre et le choix des meilleurs moyens pour l'atteindre.

III. — Or, en France, la majorité des « non » sera constituée par les votes de ceux qui se prononcent contre « l'Algérie française » et pour la négociation. Les organes les plus influents de la presse de droite font campagne pour le « oui ». Les « indépendants », malgré les positions adoptées à leur récent congrès, sont divisés et laissent une entière liberté d'action à leurs élus et à leurs cadres, dont un grand nombre se prononcent pour le « oui ».

L'enjeu principal de la bataille en France n'est pas entre De Gaulle et les Ultras : il est entre De Gaulle et les partisans de la négociation

Et si les « non » emportaient la majorité, objectera-t-on comme argument suprême ?

Cette objection, si elle est prise au sérieux, est la plus sévère condamnation qu'on puisse porter contre De Gaulle et le régime qu'il a instauré. On prétend en effet nous effrayer : De Gaulle retournerait à Colombey, il laisserait la France désarmée. C'est bien la preuve :

1° qu'il n'est pas un démocrate, puisque, s'il s'en allait, cela signifierait qu'il n'accepte aucune directive politique, même venant du suffrage universel, même venant du peuple. Si les « non » l'emportaient, il aurait alors le devoir d'infléchir sa politique et de lui donner une orientation nouvelle ;

2° qu'il a cherché à créer une situation sans issue et sans recours. Il entend utiliser la menace de son départ et du trouble pour exercer un chantage sur le peuple français et le contraindre en toute occasion à s'aligner sur une politique qu'il fixe seul et sans contrôle démocratique.

En tout état de cause, les démocrates et les socialistes récuseraient la valeur d'un tel argument. En tenir compte, c'est entrer dans le jeu de De Gaulle lui-même, c'est accepter le mythe du sauveur providentiel, c'est admettre que le peuple français est incapable de prendre en main lui-même son destin politique. Notre but au contraire est d'amener les masses populaires à renverser le régime.

VOTER NON, C'EST LE MEILLEUR MOYEN POUR :

— refuser d'entrer dans le jeu du système, de son referendum-plébiscite, de ses promesses non tenues et de ses formules équivoques.

— prononcer la condamnation la plus nette d'une politique algérienne qui a abouti à la poursuite de la guerre et aux événements du 11 décembre ;

— ne pas accorder une confiance aveugle que les actes passés ne justifiaient pas ;

— peser en faveur de la négociation, seule procédure qui offre une chance de mettre fin au conflit.

VOTER « NON », C'EST VOTER CONTRE LA POURSUITE DE LA GUERRE, C'EST VOTER POUR LA PAIX